

Condamné, l'ex-Premier ministre s'évapore

Macédoine Nikola Gruevski, l'ancien chef du gouvernement de 2006 à 2016, a fui en Hongrie avec de solides complicités.

Jean-Arnault Dérens et Laurent Geslin
Correspondants dans les Balkans

Nikola Gruevski aurait dû rejoindre dès le 8 novembre la prison de Shuto Orizari, dans la banlieue de Skopje. La condamnation de l'ancien Premier ministre macédonien avait été confirmée par la cour d'appel le 23 mai, et tous les recours permettant d'éviter ou de surseoir à son incarcération avaient été épuisés. Mais celui-ci est resté "introuvable" tout un week-end, avant de prendre la poudre d'escampette et de gagner l'Albanie, probablement le dimanche 11. C'est en tout cas ce soir-là qu'une voiture appartenant au parc automobile de l'ambassade de Hongrie à Tirana a franchi la frontière entre l'Albanie et le Montenegro, avec le fugitif à son bord.

Cette cavale rocambolesque continue de faire scandale en Macédoine. Le ministère de l'Intérieur monténégrin a décliné toute responsabilité, soulignant qu'aucun avis de recherche n'avait été émis à l'encontre du ressortissant Gruevski, et que celui-ci avait été traité "comme n'importe quel citoyen" par la police des frontières, à laquelle il a probablement présenté sa carte d'identité, la justice macédonienne ayant confisqué son passeport le 4 juin... C'est donc sur les autorités de Skopje elles-mêmes que se tournent les critiques: un mandat d'arrêt n'a été lancé que le vendredi 9 au soir, et il n'a pas été transmis à Interpol. Pas moins de six gardes du corps devaient veiller à la sécurité de l'ancien Premier ministre, mais ces fonctionnaires ont étrangement "perdu le contact" avec leur "client". Soumis au feu des questions de la presse, Oliver Spasovski, le ministre macédonien de l'Intérieur, a expliqué que cette "protection" n'était pas constante, les gardes du corps se relayant "ponctuellement".

Tombé pour l'achat d'une voiture

Nikola Gruevski a été condamné à deux ans de prison dans l'affaire "Tank", concernant l'achat illicite d'une Mercedes de fonction d'une valeur de 600 000 euros. La peine peut paraître lourde pour un abus de bien social d'un montant "relativement" limité. Mais Al Capone étant tombé pour un délit fiscal, la justice macédonienne avait à cœur de prononcer une

première condamnation pour commencer à détricoter l'écheveau d'abus de pouvoir et de corruption établi par le VMRO-DPMNE de Gruevski, au pouvoir de 2006 à 2016. En prenant la fuite, l'ancien Premier ministre n'échappe donc pas seulement à la prison, mais surtout aux procès à venir, dans lesquels il devait comparaître soit en qualité d'accusé, soit de témoin. Le fugitif figurait par exemple parmi les 21 accusés de l'affaire "Titanic", concernant les pressions utilisées par les fonctionnaires des ambassades macédoniennes pour "convaincre" les électeurs de la diaspora de voter pour le parti au pouvoir. À la veille des élections de 2011, ces derniers avaient reçu la consigne d'appeler ou de visiter chaque jour pas moins de 70 foyers...

Depuis l'alternance du pouvoir, en 2017, plusieurs anciens ministres et actuels députés du VMRO-DPMNE sont sur les bancs des accusés et certains ont été incarcérés. C'était notamment le cas de Krsto Mukoski et Sasho Vasilevski, qui ont pourtant bénéficié d'une opportune mesure de remise en liberté, à la veille de la ratification parlementaire du 19 octobre des changements constitutionnels nécessaires pour finaliser l'accord avec la Grèce sur le nom du pays. Zoran Zaev, le Premier ministre social-démocrate, a obtenu le soutien de pas moins de huit députés du VMRO-DPMNE, dont le vote était indispensable pour obtenir la majorité requise des deux tiers. Les députés Mukoski et Vasilevski figuraient parmi ces ralliés de la dernière heure, ainsi que d'autres élus mis en examen, comme l'ancienne ministre de la Culture Elizabeta Kancevska Milevska, inculpée dans le procès sur le financement du mégalomaniaque projet de rénovation urbaine Skopje 2014.

Achats de voix par le pouvoir actuel

"On sait que les votes ont été achetés, peut-être avec de l'argent, mais surtout avec des promesses d'immunité ou d'amnistie", lance un journaliste

de Skopje qui préfère rester anonyme. Il reste encore à savoir si la "fuite organisée" de Nikola Gruevski faisait partie du paquet cadeau préparé par le Zoran Zaev pour obtenir les bonnes grâces de l'opposition nationaliste. Quant aux promesses d'indépendance de la justice, les citoyens de Macédoine pourront les attendre encore un peu.

"On sait que les votes ont été achetés, peut-être avec de l'argent, mais surtout avec des promesses d'immunité ou d'amnistie."

Un journaliste macédonien
qui préfère garder l'anonymat.